

**Procès-Verbal du Comité syndical
intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib'**
Séance du 19 septembre 2019

Le dix-neuf septembre deux mille dix-neuf, à 10 heures, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib', dûment convoqué le onze septembre 2019, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 108

Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice : 2

Nombre de délégués présents ou représentés : 60 (dont 21 pouvoirs)

Nombre de personnalité qualifiée extérieure présente : 0

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Bruno Tuder (Bagneux), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Samuel Besnard (Cachan), M. Pascal Turano (Charenton-le-Pont), M. Jean-Paul Martinerie (Chatenay-Malabry), M. Jackie Boulay (Châtillon), M. Serge Kehyayan (Clamart), M. Bernard Accart (Courbevoie), M. Xavier Caron (Enghien-les-Bains), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Mme Cécile Boucher (Le Kremlin-Bicêtre), M. Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance), M. Éric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois), M. Alain Guetrot (Saint-Maurice), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Mahrouf Bounegta (Villejuif), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Bernard Roche (GPSO), M. Yann Wehrling (Région IDF) ;

Suppléants avec voix délibératives :

M. Marc Frot (Le Plessis-Tréville), M. Patrice Marchal (Nanterre), M. Patrick Leroy (Rungis), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud), Mme Michèle Duchêne (Villeneuve-La-Garenne), M. Jean-Pierre Barnaud (MGP) ;

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Jean-François Monino (Aubervilliers) donne pouvoir à M. Philippe Lebeau, M. Henri Vincent (Bois-Colombes) donne pouvoir à M. Eric Schindler, M. Hervé Hemonet (Colombes) donne pouvoir à Mme Geneviève Gaillabaud, M. Bruno Hélin (Créteil) donne pouvoir M. Samuel Besnard, M. Jean-Luc Millard (Drancy) donne pouvoir à M. Xavier Caron, M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses) donne pouvoir à M. Serge Kehyayan, M. Boutaiëb Kaddani (Joinville-le-Pont) donne pouvoir à Mme Marie-France Parrain, M. Jacques Godard (Le Bourget) donne pouvoir à M. Jean-Jacques Pasternak, Mme Anna Angeli (Le Pré-Saint-Gervais) donne pouvoir à M. Jean-Michel Arberet, Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret) donne pouvoir à M. Jean-

Pierre Boyer, M. Christophe Najdovski (Paris) donne pouvoir à Mme Catherine Baratti-Elbaz, M. Jean-Marie Ballet (Puteaux) donne pouvoir à M. Bernard Accart, Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville) donne pouvoir à Mme Catherine Pilon, Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) donne pouvoir à M. Patrice Pattée, M. Christian Page (Saclay) donne pouvoir à M. Jean-Paul Mordefroid, Mme Pascale Trimbach (Saint-Mandé) donne pouvoir à M. Pascal Turano, M. Gauthier Mouglin (GPSO) à Mme Christine Bruneau, Mme Aline de Marcillac (GPSO) à Marie-José Rambeau, M. Jean-Marc Szmaragd (GPSO) donne pouvoir à M. Bernard Roche, Mme Isabelle Debré (Département 92) donne pouvoir à M. Jackie Boulay, M. Daniel Guiraud (MGP) donne pouvoir à M. Christophe Bernier.

Excusés :

Mme Perrine Precetti (Antony), M. Philippe Pierre (Argenteuil), M. Alain Loppinet (Bailly), M. Yves Menel (Garches), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Philippe Brillault (Le Chesnay-Rocquencourt), M. Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), M. Christophe Boissiere (Vincennes), M. Hervé Fleury (Versailles), Mme Geneviève Laferrere (Personnalité qualifiée extérieure).

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Hugues Celier, Directeur des services techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Régie Velib'**) de la séance du 24 mai 2019
2. Délibérations :
 - Avis sur la décision modificative n°1 du budget annexe 2019 de la Régie Velib'
 - Avis sur la modification de la délibération 2017-117 (Possibilités d'offres promotionnelles)

La Présidente a ouvert la séance à 10 heures 15 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Thierry-Michel Isoard est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (**Régie Velib'**) de la séance du 24 mai 2019

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires.

En l'absence d'intervention, le *procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 24 mai 2019 est adopté à l'unanimité.*

2 - Délibérations

- Avis sur la décision modificative n°1 du budget annexe 2019 de la Régie Velib' (VM 2019 07)

La Présidente présente la première Décision modificative (DM) au budget de la régie annexe Velib' en 2019. Celle-ci concerne la mise en œuvre de certaines annonces : le nouveau loyer du Syndicat à la suite du déménagement et l'écart avec le budget primitif 2019 de la Régie Velib' dû aux les pénalités et aux recettes usagées. Elle donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) explique que cette DM est technique. Elle comporte des modifications à la fois en section de fonctionnement et en section d'investissement, en dépenses et en recettes.

En dépenses, elle explique l'évolution de la manière suivante :

- Une baisse de la dépense liée aux loyers à la suite du déménagement du Syndicat vers des locaux plus petits dans un autre quartier, soit une économie de 64 000 € ;
- Une augmentation de la section d'investissement pour des travaux liés au déménagement de 30 000 € ;
- Un poste de dépense pour les impôts sur la société de 35 000 € ;
- Quelques modifications mineures d'annulation de titres.

En recette, elle indique que deux grandes modifications sont effectuées et cite :

- Le fonctionnement du service public Velib' Métropole n'a pas été celui escompté en début d'année avec un contexte complexe même si aujourd'hui les difficultés semblent passées : cela entraîne une diminution de 3 millions d'euros des recettes usagers attendues ;
- Des pénalités seront imputées à hauteur de 3 millions d'euros au prestataire.

Elle termine en indiquant que cette décision modificative ne modifie pas l'équilibre général du budget de la Régie Velib' du Syndicat.

La Présidente précise qu'un effort significatif a été fait sur les frais de fonctionnement avec le respect de l'engagement pris pour la baisse du loyer du siège. Les travaux d'aménagements en investissement concernent l'arrivée des agents dans ces nouveaux. À ce stade, les modifications du budget annexe sont sans effet sur le reste à charge des villes adhérentes à Velib' Métropole tel que prévu dans le budget initial. Une réévaluation de ce reste à charge pourra être effectué lors du prochain Comité syndical. Cette DM permet de rééquilibrer le budget Velib' en attendant d'avoir une vision plus définitive sur les recettes usagers.

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires.

M. Boujemaa El Kasmi (Bondy) s'étonne que dans la structure budgétaire, la ligne d'impôt sur les sociétés n'était pas prévue et que celle-ci nécessite une DM malgré les provisions demandées aux collectivités.

La Présidente donne la parole à M. Florent Texier.

M. Florent Texier (Directeur des finances) indique qu'aucune provision n'a été effectuée sur le budget annexe de la régie Velib'. Le compte administratif 2018 a constaté un excédent et le Syndicat doit dès lors s'acquitter de l'impôt sur la société. Lors de l'exécution budgétaire, plusieurs informations arrivent tardivement et il n'est pas possible d'ajuster les contributions des adhérents en toute fin d'année. L'excédent est alors repris lors du budget primitif (BP) suivant : ce sont des sommes qui n'ont pas besoin d'être appelées.

En l'absence d'autre intervention, **La Présidente** soumet la délibération à l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation.

Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE UNANIME, sur la décision modificative n°1 du budget annexe 2019 régie Velib' arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	6135	64 000 €			
63	6358		36 500 €		
65	65888		10 €		
67	673		1 990 €		
023	023		25 500 €		
70	70688			3 000 000 €	
77	7711				3 000 000 €
TOTAL		64 000 €	64 000 €	3 000 000 €	3 000 000 €

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
021	021				25 500 €
21	2181		25 500 €		
TOTAL			25 500 €		25 500 €

- Avis sur la modification de la délibération 2017-117 (Possibilités d'offres promotionnelles) (VM 2019 08)

La Présidente indique que cette délibération concerne les offres promotionnelles Velib' Métropole. Ces options tarifaires n'ont pas été prévus lors du vote original des tarifs Velib' Métropole et, maintenant que le service fonctionne, il est nécessaire d'effectuer des campagnes promotionnelles. On retrouve trois dispositifs :

- La modification temporaire des périodes de gratuité et d'usage du service ;
- La distribution exceptionnelle de crédits d'usage ;
- Les dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariat.

Ces trois propositions nouvelles ne modifient en rien la grille tarifaire. Il s'agit aujourd'hui de mesures ponctuelles et limitées permettant de faire découvrir le service à des usagers qui ne l'ont pas encore testé ou qui restent sur une mauvaise impression. Elle donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) explique que la délibération encadre ces mesures promotionnelles et un compte rendu sera effectué régulièrement dans le cadre des Comités sur les mesures prises et leurs effets.

La Présidente donne la parole aux membres du Comité syndical.

En l'absence d'autre intervention, **La Présidente** soumet la délibération à l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation.

Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE UNANIME sur la modification de l'article 6 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 qui est complété par le texte suivant :

Article 1 : L'article 6 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 est complété par le texte suivant :

« Modification temporaire des périodes de gratuité d'usage du service

Au maximum six fois par année calendaire, le Syndicat Autolib' Velib' Métropole (SAVM), en tant que pouvoir adjudicateur du service Velib', peut accorder, à son initiative ou sur proposition du titulaire du marché, jusqu'à 60 minutes d'usage gratuit additionnel pour toutes les nouvelles souscriptions à un type d'abonnement en particulier (V-Libre, V-Plus ou V-Max, quel que soit le tarif) ou tous indistinctement.

Ces crédits d'usage promotionnels ont une durée de validité n'excédant pas 30 jours suivant la souscription du nouvel abonnement. Ils doivent être consommés par le nouvel usager dans ce laps de temps sans quoi ils sont définitivement perdus.

Distribution exceptionnelle de crédits d'usages

Dans le cadre d'opérations ponctuelles jusqu'à six fois par an, le SAVM peut accorder, à son initiative ou sur proposition du titulaire du marché, jusqu'à 60 minutes de crédit d'usage gratuit à tous les abonnés à un type d'abonnement ou tous indistinctement.

Ces crédits d'usage ont une durée de validité n'excédant pas 30 jours. Ils doivent être consommés par les usagers qui en bénéficient dans ce laps de temps sans quoi ils sont définitivement perdus.

Les crédits d'usage accordés dans le cadre de périodes promotionnelles sont consommés par les usagers dans les mêmes conditions que les minutes bonus accordées dans le cadre du fonctionnement normal du service, conformément à la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 par tranche de 30 minutes indivisibles indistinctement sur un Velib' mécanique ou à assistance électrique. Ils sont cumulables avec les minutes bonus acquises auparavant par les usagers dont l'abonnement offre cette possibilité et sont consommés en priorité sur les minutes bonus acquises auparavant dans le cadre du fonctionnement normal du service.

Pour chaque campagne promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre, les conditions et la durée d'application.

Dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariats

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, un partenaire, lié par contrat commercial avec le titulaire du marché pourra prendre en charge de 1 € à 100 % du prix d'un abonnement, du prix d'un Pass courte durée et/ou des crédits d'usage, via un code promotionnel.

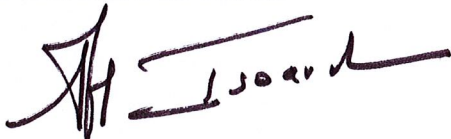
Ce code promotionnel serait distribué à des usagers dont la souscription à l'abonnement ou au Pass courte durée et/ ou les consommations d'usage seraient ainsi tout ou partie prise en charge par le partenaire.

Les modalités sont définies par ordre de service pour préciser notamment la durée, le volume, l'abonnement concerné, la durée de validité du code. »

La Présidente indique que le Syndicat est ouvert aux propositions de ses membres concernant les offres réalisables afin de promouvoir le service Velib' Métropole sur leur territoire.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 10h27.

Le Secrétaire de séance



Thierry-Michel Isoard

La Présidente



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement